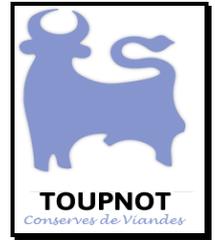




COMMUNIQUE DE PRESSE DU 30 AVRIL 2019

**Les salariés de TOUPNOT
demandent des garanties.**



Une réunion s'est tenue le 29 avril au Ministère de l'Economie en présence de M. Jean Bernard Sempastous, député du département, sur l'avenir de l'entreprise Toupnot avec une visio-conférence en parallèle à la Préfecture des Hautes Pyrénées à laquelle assistait également Jeanine Dubié, député du département.

Les représentants des salariés, qui avaient pourtant demandé à être associés à cette réunion en ont été interdits par le délégué interministériel aux restructurations d'entreprises.

Le Ministère de l'économie a publié un communiqué de presse ce jour où il est fait état de la présentation d'un plan d'investissement par le groupe COFIGEO qui permettrait de sauvegarder 50 emplois.

Les salariés de l'entreprise sont plus que sceptiques face à ces annonces. Ils ont été habitués depuis le 10 janvier aux atermoiements et mensonges du groupe, dont l'objectif premier était de percevoir les indemnités d'assurance et d'engager un plan de licenciement.

Ce n'est que par la forte mobilisation des salariés et l'implication des pouvoirs publics et des élus que ce plan néfaste n'a pas été engagé.

Pour autant, peut-on se satisfaire, et les pouvoirs publics peuvent-ils se satisfaire, des paroles et promesses des dirigeants ?

A l'évidence NON compte tenu de l'absence de garanties présentées lors de cette réunion, et ce quatre mois après le sinistre qui a frappé l'entreprise.

Les salariés qui occupaient hier le site de l'entreprise, et sont encore mobilisés aujourd'hui, ont clairement indiqué à Jeanine Dubié, venue les rencontrer sur place, que le scénario idéal aurait été la recherche d'un repreneur industriel sérieux.

Manifestement, l'Etat, qui a pourtant aidé le groupe COFIGEO dans son développement, n'est pas en mesure de faire prévaloir cette solution.

Dès lors, et si plan d'investissement il y a (encore faudrait-il qu'il se concrétise), il s'agit d'obtenir toutes les garanties et de préserver un maximum d'emplois.

Le groupe a pour sa part déjà pris l'attache d'une DRH qui sera présente sur le site aujourd'hui chargée de préparer un plan de licenciement : voilà pour ce qui est des premières suites aux réunions qui se sont tenues hier.

Les salariés, toujours mobilisés, vont saisir à nouveau les pouvoirs publics pour que ce « plan d'investissement » fasse l'objet de garanties et de continuité.

Ils estiment en ce sens qu'une réunion en Préfecture avec les acteurs (dirigeant de l'entreprise, représentants des salariés, cabinet conseil des salariés et acteurs du développement économique territorial) est indispensable et urgente.

**LES SALARIES DE L'ENTREPRISE TOUPNOT
CONTINUENT à SE BATTRE
POUR LEUR AVENIR ET CELUI DU TERRITOIRE.**

Les salariés en lutte de l'entreprise TOUPNOT.